

OMAR BOUACHA, PRÉSIDENT DU MOUVEMENT EL-INFITAH : «Il faut consacrer l'alternance au pouvoir»

«Le peuple algérien a perdu confiance en ses gouvernants et si l'administration reste neutre, l'actuel président ne sera pas élu dès le premier tour», prévoit Omar Bouacha, président du Mouvement El Infitah et par ailleurs candidat à la prochaine élection présidentielle. Intervenant lors d'une conférence de presse tenue au siège régional du parti à Alger, Omar Bouacha explique cette éventualité par «le marasme social que vit l'Algérien qui aspire à un réel changement» à la tête de l'Etat.

Omar Bouacha considère que le temps est venu pour «consacrer l'alternance au pouvoir et laisser la relève aux jeunes générations, même si le flambeau s'est éteint». Une relève à laquelle il pense appartenir en sa qualité de «jeune Algérien qui a toutes les aptitudes physiques et intellectuelles pour travailler pour le bien de son peuple et de sa patrie». Faisant le bilan des deux précédents mandats de Abdelaziz Bouteflika, le président du parti El-Infitah déplore le fait que l'Algérie soit toujours dépendante à 97% des hydrocarbures. Il relèvera dans le même cadre, la prolifération des maux sociaux et de la pauvreté, la montée du chômage, notamment chez les jeunes diplômés, ainsi que l'aggravation du phénomène de l'émigration clandestine (harraga). Résultats, selon lui, de l'échec des politiques gouvernementales successives et des réformes économiques engagées durant les 10 dernières années. «Je ne critique pas la personne du président mais sa politique», tient-il néanmoins à préciser. Revenant sur le rendez-vous électoral d'avril 2009, Omar Bouacha dénoncera d'emblée «le parti-pris» de l'administration qui s'est rangée du côté du candidat du pouvoir. Cela s'est manifesté, d'après lui, par le refus par la direction des libertés publiques et les affaires juridiques du ministère de l'Intérieur d'accorder les 130 000 imprimés pour la collecte des signatures nécessaires à la validation de sa candidature. «L'administration nous a accordé seulement 80 000 imprimés et en raison de l'insuffisance du nombre d'imprimés, nous n'avons pas pu en donner à certaines wilayas en dépit du fait que notre parti soit représenté dans les 48 wilayas du pays», regrette l'orateur. S'agissant de l'absence de sa formation sur la scène politique, hormis quelques rares sorties médiatiques à l'occasion de grands événements, Omar Bouacha explique que «les moyens financiers limités du parti sont à l'origine de cette absence». «Contrairement aux autres formations politiques qui bénéficient du soutien de l'Etat, les dépenses de notre mouvement en location de sièges et de locaux se font avec les cotisations des militants et les aides des sympathisants», ajoute le conférencier. S'agissant des massacres en Palestine, Omar Bouacha a estimé que l'offensive israélienne à Ghaza n'est autre qu'une vengeance du président américain sortant, George Walker Bush, sur l'Islam et les musulmans et une réponse à l'humiliation qu'il a subie du journaliste irakien. Le président du Mouvement El Infitah condamnera à ce sujet la position des pays arabes, notamment «l'Arabie Saoudite qui a refusé d'apporter son soutien à la résistance palestinienne» et appelé à «la présentation de George Walker Bush et les dirigeants israéliens au tribunal de La Haye pour crimes de guerre».

Lotfi Merad

LES OPPOSANTS À SOLTANI ONT TENU UNE CONFÉRENCE NATIONALE JEUDI

Création du «Courant pour le changement»

Les opposants au président du Mouvement de la société pour la paix ont tenu, jeudi dernier, une conférence nationale à Alger. Une rencontre qui s'est déroulée dans une totale discrétion et au cours de laquelle a été signé l'acte fondateur du «Courant pour le changement».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'aile de Abdelmadjid Menasra a décidé d'organiser et de structurer l'opposition au sein du Mouvement de la société pour la paix. Des sources proches de cette aile ont annoncé la tenue, jeudi dernier, d'une conférence nationale. «Cette rencontre s'est déroulée à Alger dans un lieu que nous préférons garder secret. Le plus important est que 700 cadres, représentant l'ensemble des wilayas du pays, ont participé à cette rencontre», a assuré, hier, un des organisateurs, proche de Abdelmadjid Menasra.

«L'acte fondateur du Courant pour le changement a été signé lors de cette rencontre. L'objectif premier de cette structure est de rétablir la vérité et de présenter, aux militants et sympathisants du parti et à l'opinion publique, les graves dérives de Aboudjerra Soltani. Nous voulons également démontrer que le Courant que nous représentons est solide, uni et qu'il puise sa force dans la qualité de ses cadres, à l'instar de Abdelmadjid Menasra, Ahmed Dan, Abdelkrim Dahmane, Slimane Chenine, Mustapha Ben Mehdi ou encore l'ensemble de

nos parlementaires.» Selon notre interlocuteur, trois points étaient inscrits au débat organisé lors de cette conférence, à savoir: la situation interne du MSP, l'élection présidentielle et la question de la Palestine. «Pour ce qui est de la situation du parti, il existe un consensus autour d'une stratégie de changement. Tous les intervenants ont constaté que la ligne du parti a été dévoyée. Ils ont également mis en avant la nécessité d'un retour à la base militante. Pour ce qui est des prochaines échéances électorales, les conférenciers ont estimé qu'aucune formation politique n'a le pouvoir d'influer sur le cours des événements. Cette question est donc restée en suspens, de nouvelles mesures devraient bientôt être arrêtées», note notre

source. La situation tragique à Ghaza a, quant à elle, donné lieu à un large débat.

«Sur ce point précis, nous avons présenté les actions et les activités organisées depuis le début de l'offensive israélienne sur la bande de Ghaza. Il faut savoir que ces actions ont été menées par nos cadres mais en dehors des structures du MSP et cela est valable pour Alger comme pour l'ensemble des wilayas du parti. Un programme définissant une série d'actions à mettre en œuvre pour le soutien des populations palestiniennes est en cours d'élaboration.»

Notons, enfin, que les représentants du Courant pour le changement organiseront mercredi une conférence de presse.

T. H.

ABOUDJERRA SOLTANI :

«Menasra dispose encore d'un mois pour revenir à la raison»

Le conflit interne qui mine le Mouvement de la société pour la paix (MSP) n'est pas en phase de connaître son dénouement. Le risque d'exclusion de Abdelmadjid Menasra et de ses partisans des instances du parti n'est pas à écarter, au cas où ces derniers «ne veulent pas renoncer à leur opposition», a menacé encore hier Aboudjerra Soltani.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le président de l'ex-Hamas a affirmé qu'il reste encore un mois pour que Menasra et ses partisans «se ressaisissent» et «reviennent à la raison», lors du forum hebdomadaire organisé par le quotidien arabophone *El-Bilad* au Centre international de presse d'Alger. Quatre commissions régionales ont été installées à l'issue de la dernière session du Madjliss Echoura (conseil national) ordinaire qui s'est déroulé à la fin de la semaine dernière. Mais Soltani affirme ne pas souhaiter que son mandat à la tête du MSP soit marqué par une quelconque exclusion d'un militant de son parti. Pour éviter tout nouveau clash avec son opposant Abdelmadjid Menasra, Soltani a indiqué que la décision finale revient toutefois au Madjliss Echoura, seul habilité à trancher de telles situations. «Nous avons fait de notre mieux pour resserrer les rangs de notre mouvement. Il est maintenant temps que chacun assume ses responsabilités, sachant que les portes du dialogue et de la concertation restent toujours ouvertes», menace Soltani à demi-mot ceux

qui rappellent que la place du MSP n'est pas dans le pouvoir mais dans la société, ce que semble refuser Soltani à travers son entêtement à manifester un soutien inconditionnel à toutes les démarches de l'actuel président de la République Abdelaziz Bouteflika. Son insistance à rester au sein de l'Alliance présidentielle est considérée comme une sorte de reniement des principes fondateurs du MSP qui a choisi la politique de l'entrisme, une option qui le réduit à une coquille vide. Malgré ce fort et persistant mouvement de contestation de certains choix politiques du MSP, Aboudjerra Soltani affirme que son parti a dépassé tous ses conflits internes. «Les militants ont tous été poussés au travail de terrain après avoir achevé le mouvement de restructuration du parti dans toutes les wilayas», dit-il, précisant que le MSP doit maintenant se concentrer sur la campagne électorale au profit d'un troisième mandat pour Bouteflika, à l'occasion de la présidentielle d'avril prochain. A ce propos, Soltani affirme que rien n'est encore joué. Tous les candidats ont les mêmes chances de gagner une présidentielle en quête de crédibilité, affirme-t-il. «Notre choix est fait pour soutenir le président Bouteflika qui porte en lui un programme de développement économique, social et politique fort. Mais je ne peux pas juger de la qualité des autres candidats», explique-t-il.

Soltani s'est permis de fustiger, à la limite du mépris, les électeurs potentiels et les partis

politiques qui optent pour le boycott et le rejet de la présidentielle de 2009. «L'acte de vote est un devoir et un droit pour tout le monde. Mais celui qui s'abstient, sa voix est inutile», dit-il. Et d'ajouter : «De toute façon, les élections auront lieu, qu'il y ait abstention ou pas et un président sera élu. Les absents auront toujours tort.» Aboudjerra Soltani a nié l'existence d'une quelconque initiative des partis de la mouvance islamiste à s'unir impliquant le MSP. «Nous n'avons reçu pour le moment aucune invitation pour une telle initiative, mais nous sommes ouverts à toute proposition qui servira l'intérêt de l'islam et de l'Algérie», répond-il. Interrogé sur l'avenir du fameux «partenariat politique» avec les deux autres partis de l'Alliance présidentielle que le FLN a rejeté, le président du MSP a affirmé que ses partenaires ne sont pas contre le principe en lui-même.

Si le vœu de Soltani de passer de l'Alliance présidentielle à un partenariat politique n'est toujours pas exaucé, c'est pour une histoire de délai sur lequel il ne s'est pas encore entendu avec le FLN et le RND, avance-t-il. Le MSP tient toujours à sa revendication sur la levée de l'état d'urgence, imposé depuis le début des années 1990. Il impute les dérapages qui ont eu lieu à Alger, il y a dix jours, lors de la marche de soutien à Ghaza, à des groupuscules lesquels, selon lui, font tout pour maintenir l'état d'urgence.

L. M.

L'ABSENCE DE CANDIDATS «SÉRIEUX» CRÉE LA PANIQUE AU SEIN DE L'ALLIANCE

Le double discours de Belkhadem

Un vent de panique souffle sur les partisans du candidat — non encore déclaré — Abdelaziz Bouteflika. Le secrétaire général du FLN, qui appelait vendredi les personnalités politiques à présenter leur candidature, s'est ravisé le lendemain en tenant un tout autre langage.

Qu'elle mouche a piqué le secrétaire général du Front de libération nationale ? Abdelaziz Belkhadem a totalement changé de discours en l'espace de 24 heures. Vendredi dernier, alors qu'il participait à une émission radiophonique, il avait appelé les chefs des partis politiques à présenter leurs candidatures à l'élection présidentielle. «Je souhaite que les responsables des partis politiques qui comptent des députés au sein de l'Assemblée populaire nationale ou qui ont un ancrage populaire présentent leur candidature (...) les délais légaux

pour présenter la candidature ne sont pas encore épuisés. Rien n'empêche les candidats dits lourds de se présenter», avait-il déclaré. Cette invitation pressante concernait évidemment Saïd Sadi et Abdallah Djaballah.

Mais voilà, samedi, lors d'une conférence de presse animée au terme d'une réunion de l'Alliance présidentielle, Belkhadem se ressaisit.

A une question sur le manque de crédibilité du prochain scrutin, vu l'absence de «candidats sérieux», l'homme réagit nerveusement: «Nous n'allons quand

même pas chercher des candidats pour contrer notre candidat, Abdelaziz Bouteflika. Ce serait illogique. Notre souci est de faire en sorte que notre candidat sorte vainqueur», a-t-il insisté. Il est certain que Abdelaziz Belkhadem en a trop dit, vendredi, lors de son passage à la radio. Une faute d'inattention qui a révélé les craintes que suscite l'absence de compétiteurs de poids à opposer à Abdelaziz Bouteflika.

Le niet de Zeroual puis celui de Sadi n'ont fait qu'accroître la pression au sein de l'Alliance présidentielle. A cela s'ajoute également le spectre de l'abstention. Samedi, Belkhadem a, une nouvelle fois, annoncé que les partis de l'Alliance présidentielle compaient s'engager sur le terrain pour inciter les citoyens à s'inscrire sur

le fichier électoral et à voter le jour du scrutin. Pour ce qui est de la campagne électorale, le secrétaire général du Front de libération nationale a affirmé vouloir éviter les «erreurs commises en 2004». Pour plus d'efficacité, il prévoit un déploiement de l'ensemble des partis politiques et des organisations qui soutiennent Bouteflika.

Et dans le registre «révélation», Belkhadem donnera quelques indices sur l'aptitude de son candidat à mener campagne. «On ne peut quand même pas lui demander de faire une campagne comme s'il était un inconnu. Il est président depuis deux mandats, il est connu de tous les citoyens et effectue régulièrement des tournées dans les wilayas», a lâché Belkhadem.

T. H.